



# services PUBLICS

## Des protections... sur le papier

**SANTÉ AU TRAVAIL .** Une grande majorité des travailleuses enceintes ne bénéficient pas des mesures de protection auxquelles elles ont droit. La santé de ces salariées et de leur futur enfant est mise en danger.  
**EN PAGE 3**

JAA - CH 8036 Zurich  
LA POSTE 

### Chercher en silence?

**4** VAUD – La rectrice de l'Université de Lausanne aimerait «cadrer» la prise de parole des chercheurs-euses de l'institution. Une intention qui s'inscrit dans le processus de marchandisation des hautes écoles.

### La dignité pour tous

**5** FRIBOURG – Cinquante-huit associations ont lancé un «manifeste pour la dignité». Une démarche initiée par des animateurs-trices socio-culturel-le-s confronté-e-s à la flambée de la précarité. Interview.

### La Commune vit!

**6** CONTRE-FEUX – Pourquoi revenir sur l'expérience de la Commune de Paris, 150 ans après sa proclamation? Il en va autant de la mémoire du mouvement ouvrier que de son avenir – et donc du nôtre.







## L'image de Valdemar Verissimo

Vendredi 26 mars à Lausanne, 1500 personnes marchent en soutien à la ZAD du Mormont

À l'appel de la Grève du climat, les manifestant-e-s ont apporté leur soutien aux zadistes et réclamé l'abandon du projet de la multinationale Holcim, qui veut étendre sa carrière sur la colline. Mardi 30 mars, les forces de police ont délogé l'occupation.

## Éditorial

# La lutte de la ZAD est aussi la nôtre

À l'heure de boucler ce journal, les zadistes de la colline du Mormont, dans la commune de La Sarraz, sont expulsé-e-s *manu militari* par la police vaudoise.

Il y a cinq mois, ces militant-e-s ont installé une Zone à défendre (ZAD) sur le plateau de la Birette – un lieu de grande biodiversité, mais aussi un site archéologique important, menacé par l'extension de la carrière de la multinationale LafargeHolcim.

Leur lutte a acquis un large soutien populaire. Des militant-e-s ont afflué de toute la Suisse – et au-delà – pour défendre le lieu. Vendredi 26 mars, 1500 personnes ont manifesté en faveur des zadistes à Lausanne. Quelques jours plus tôt, une centaine de parlementaires vaudois-e-s avaient interpellé le Conseil d'Etat, lui demandant d'entrer en dialogue avec les zadistes. Tout cela n'a pas empêché l'exécutif vaudois de déloger les militant-e-s

par la force, accédant ainsi aux vœux de la multinationale du ciment.

«ZAD et zadistes portent avec détermination, intelligence et courage un message vital qui nous concerne tous. Plutôt que de tenter son impossible effacement, nous espérons que la discussion maintenant engagée entre les zadistes et les autorités débouchera sur un vrai débat démocratique à propos de l'avenir de la colline du Mormont et, avec lui, sur une prise de conscience que la vie se meurt sur Terre et que le climat est en folie. C'est bien de cela dont il s'agit. La ZAD nous interpelle tous» soulignait le Prix Nobel de chimie Jacques Dubochet, quelques jours plus tôt<sup>1</sup>.

Le constat des zadistes s'accompagne d'un diagnostic. En s'opposant aux projets de la multinationale LafargeHolcim, les oc-

cupant-e-s de la colline du Mormont désignent aussi les principaux responsables de la catastrophe écologique en cours: les plus importantes multinationales du globe – notamment celles qui sont actives dans l'extraction des énergies fossiles, la production de béton, le secteur automobile, etc. Un nombre impressionnant d'entre elles ont élu domicile en Suisse, attirées par des cadeaux fiscaux

qui plombent aujourd'hui les finances publiques – et motivent les attaques incessantes contre le service public.

Après le diagnostic, l'action. En occupant concrètement la colline menacée par Holcim, les zadistes se sont inscrit-e-s dans le mouvement international de «blocadie», comme le nomme la journaliste militante Naomi Klein. Soit ces milliers de femmes et d'hommes qui ont décidé de passer

à l'action directe, aux quatre coins du monde, contre les projets les plus dévastateurs pour l'environnement.

Pour justifier sa répression, droite et gouvernement insistent sur «l'illégalité» de l'occupation de la Colline. Ils oublient que toutes les grandes avancées sociales ont impliqué des mouvements de désobéissance civile et de révolte contre des lois ou des institutions bafouant les droits fondamentaux des êtres humains – comme celui de vivre dans la dignité sur une planète habitable.

Le large soutien populaire à la lutte des zadistes traduit cette prise de conscience. Il montre aussi la voie à suivre pour les mouvements progressistes et syndicaux, confrontés aujourd'hui à une triple urgence – écologique, sociale et sanitaire: celle de la mobilisation collective. ■

<sup>1</sup> <https://blogs.letemps.ch/jacques-dubochet>

**GUY ZURKINDEN**  
RÉDACTEUR

Une grande majorité des travailleuses enceintes ne bénéficient pas des mesures de protection auxquelles elles ont droit, alerte une étude récente. La santé de ces salariées et de leur futur enfant est mise en danger.

# Enceintes et en danger

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
ERIC ROSET . PHOTO

Unisanté et la Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV, HES-SO) ont consacré une étude à l'Ordonnance sur la protection de la maternité au travail (OPro-Ma), qui fête ses 20 ans cette année. Isabelle Probst, professeure à la Haute Ecole de santé Vaud (HESAV), Alessia Abderhalden, psychologue de la santé (HESAV et Unisanté), Maria-Pia Politis Mercier, enseignante dans la filière sage-femme (HESAV) ont mené cette enquête, en collaboration avec Peggy Krief, médecin du travail (Unisanté) et Brigitta Danuser, professeure de médecine du travail (Unisanté). Interview.

**Le constat tiré par vote étude est préoccupant...**

**Alessia Abderhalden (AA)** – La Loi sur le travail et ses ordonnances donnent une triple tâche à l'employeur afin de garantir la protection des salariées enceintes: il doit procéder à une analyse de risques, réalisée par un spécialiste; en cas de risque avéré, il doit aménager la place de travail ou proposer un autre poste équivalent à la travailleuse concernée; en parallèle, il doit informer correctement les salariées sur les activités à risque au sein de l'entreprise et les mesures prévues. Notre étude a porté sur 202 entreprises. Bilan: seules 2% des sociétés actives dans l'industrie alimentaire, 12% des entreprises actives dans la santé, remplissent cette triple exigence.

Une grande majorité des sociétés n'applique pas les dispositions légales. Les travailleuses ne bénéficient donc pas des mesures de protection de la maternité auxquelles elles ont droit.

**Y a-t-il des différences selon le type d'entreprises?**

**AA** – Plus les entreprises sont petites, moins elles appliquent ces dispositions. Les entreprises privées les appliquent moins souvent que le secteur public.

**Quelles sont les conséquences pour les salariées?**

**AA** – Il y a d'abord les travailleuses qui continuent à occuper un emploi potentiellement dangereux pour leur santé et celle de leur fœtus, car elles ne peuvent pas faire autrement. D'autres arrivent à négocier avec leurs collègues pour reprendre certaines de leurs activités à risque. Cette solution peut engendrer des tensions et des sentiments de culpabilité pour la salariée, qui peut avoir le sentiment d'être «un poids» pour l'équipe. Enfin, il y a les salariées qui sont mises en arrêt maladie. Cette dernière piste permet de prévenir l'exposition à des risques sur le court terme, mais n'agit pas sur les causes

du problème. Et elle renforce l'idée que la grossesse serait incompatible avec le travail. **Maria-Pia Politis Mercier (MP-M)** – Nous avons interviewé des femmes enceintes qui avaient réalisé des horaires de 12 heures dans les soins; d'autres avaient fait des heures supplémentaires alors qu'elles étaient en arrêt partiel; d'autres encore avaient soulevé des patients trop lourds ou été potentiellement exposées à des produits toxiques.

**Isabelle Probst (IP)** – Le manque d'informations sur les risques au travail est très courant. Il a pour conséquence que, souvent, les salariées ne disposent d'aucune protection lors des trois premiers mois de grossesse, lorsqu'elles n'ont pas encore annoncé la nouvelle à l'employeur. Or les premiers mois sont parfois les plus dangereux pour le fœtus, notamment en ce qui concerne les expositions à des rayons ou produits dangereux.

**Quels sont les risques?**

**MP-M** – La non-application des mesures de protection représente un danger pour la santé de la mère et du fœtus. Les conséquences peuvent être multiples: l'exposition à des produits toxiques peut entraver le bon fonctionnement des organes reproducteurs; soulever des charges trop lourdes, adopter des positions inadéquates, avoir des horaires trop astreignants ou être soumis à un fort stress peut provoquer des fausses couches, des saignements, des contractions prématurées, perturber la croissance du fœtus, etc. Sans parler des répercussions négatives sur le vécu de la grossesse.

**Que faire pour améliorer la situation?**

**MP-M** – L'OProMa fête ses 20 ans cette année. C'est l'occasion de mener une campagne publique pour la faire connaître plus largement.

**AA** – Les gynécologues sont une pièce maîtresse dans le dispositif de protection de la femme enceinte au travail. Ce sont elles et eux qui doivent vérifier que l'analyse de risque a été faite et qu'elle a été suivie de mesures concrètes. Or ces professionnel·les connaissent souvent peu leurs devoirs en la matière. Il y a là un potentiel d'amélioration. Il faudrait aussi poser la question de la protection de la maternité en des termes plus collectifs. La conciliation entre grossesse et emploi doit devenir une responsabilité des entreprises et de la société. Aucune femme ne devrait avoir à choisir entre sa santé, celle de son enfant et le travail!

**IP** – Dans ce sens, il faudrait ouvrir une réflexion sur la mutualisation des coûts. Cela pourrait se faire par le biais d'un développement des assurances sociales, par exemple avec l'instauration d'un congé prénatal et d'un fonds dédié aux congés préventifs. ■

## Repérages

### QUE FAIRE EN CAS DE RISQUES?

La Loi sur le travail et ses ordonnances prévoient que, si une entreprise exécute des travaux qui peuvent être dangereux ou pénibles, en cas de maternité, pour la mère ou pour l'enfant, elle doit faire effectuer une analyse de risques par un·e spécialiste habilité·e (en principe un·e médecin du travail ou hygiéniste du travail). Cette analyse précède l'entrée en service de femmes dans l'entreprise.

Concrètement, une salariée enceinte confrontée à des travaux ou une organisation du travail potentiellement dangereux doit demander à son·sa gynécologue qu'il·elle vérifie auprès de son employeur: que l'analyse des risques a bien été faite; qu'elle a débouché sur un aménagement du poste de travail ou, si ce n'est pas possible, sur la proposition d'un poste de travail équivalent, mais sans risque.

Dans le cas contraire, le·la gynécologue doit délivrer un certificat d'inaptitude au travail à la salariée concernée. Ce certificat lui donne droit au paiement du 80% de son salaire, à charge de l'employeur. La liste des travaux dangereux ou pénibles et celle des systèmes d'organisation du travail très contraignants figurent dans l'Ordonnance sur la protection de la maternité. On y trouve notamment le déplacement de charges, les mouvements ou postures fatigantes, les travaux au froid ou à la chaleur, les expositions à des radiations, au bruit ou à des micro-organismes nocifs, le travail de nuit et/ou par équipes, etc. Toutes les travailleuses doivent être informées du résultat de l'analyse de risques, ainsi que des mesures préventives qui en découlent. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter le syndicat dans votre région.

Des sites d'information utiles existent sur la question:

**Informations de base du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco):** [https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen\\_Dienstleistungen/Publikationen\\_und\\_Formulare/Arbeit/Arbeitsbedingungen/Broschuren/mutterschaft-\\_schutz-der-arbeitnehmerinnen.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/Arbeit/Arbeitsbedingungen/Broschuren/mutterschaft-_schutz-der-arbeitnehmerinnen.html)  
**Ressources et infos pour organiser la grossesse sur le lieu de travail:** [http://www.mamagenda.ch/Vos\\_droits\\_sur\\_le\\_lieu\\_de\\_travail\\_en\\_cas\\_de\\_grossesse](http://www.mamagenda.ch/Vos_droits_sur_le_lieu_de_travail_en_cas_de_grossesse): <https://www.mamaworkrights.ch/> ■

## Contexte

### «IL S'AGIT D'UN ENJEU COLLECTIF»

**Comment expliquer un non-respect aussi généralisé de la protection des salariées enceintes?**

**Isabelle Probst** – Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Nous nous sommes notamment rendu compte du manque d'information des entreprises et des salarié·e·s sur la question. Le sous-développement de la médecine du travail et des inspections du travail, impuissantes à contrôler sérieusement le respect de la protection des travailleuses enceintes, est un autre problème. Le coût de ces mesures joue aussi un rôle pour certaines entreprises, notamment les plus petites.

**Alessia Abderhalden** – Nous avons discuté avec des salariées qui hésitaient à revendiquer des mesures de protection de la part de l'employeur, par crainte d'être licenciées au retour de leur congé maternité. Même chose pour la possibilité d'être mise en arrêt de travail, avec droit au paiement des 80% du salaire par l'employeur. Un grand obstacle à l'application de la loi est le manque de garde-fous dont disposent les salariées, notamment face aux licenciements après la période de protection (le licenciement est interdit pendant toute la grossesse et les 16 semaines qui suivent).

**Que peuvent faire les syndicats?**

**IP** – Ils peuvent informer leurs membres, les encourager à faire valoir leurs droits et les soutenir dans ce sens. Les organisations de salarié·e·s peuvent aussi contribuer à aborder la protection de la maternité de manière plus collective. Prendre en compte certains risques pour la femme enceinte, comme l'exposition à des produits toxiques, les ports de charge, etc., c'est aussi une manière d'améliorer les choses pour l'ensemble de l'équipe de travail.

Thématiser ces questions au sein de collectifs de travail et des syndicats, c'est donc une manière de faire progresser la santé de toutes et tous les salarié·e·s – tout en assurant une protection à la travailleuse enceinte. C'est d'autant plus important que les pressions sont énormes sur les collectifs de travail, notamment en raison du manque d'effectifs. ■







# Quelle liberté d'expression à l'Unil?

**VAUD .** La rectrice de l'Université de Lausanne a fait part de son désir de «cadre» la prise de parole des chercheurs-euses de l'institution. Une intention qui s'inscrit dans le processus de marchandisation des hautes écoles.

**RAPHAËL RAMUZ .** SECRÉTAIRE SSP . RÉGION VAUD  
**ERIC ROSET .** PHOTO

Le 18 mars dernier, Nouria Hernandez, la rectrice de l'Université de Lausanne (Unil), est intervenue sur la RTS pour évoquer la possible mise en place d'un code de «bonne conduite» encadrant la prise de parole publique des chercheurs-euses et enseignant-e-s de l'Unil. Ce «code de conduite» serait, selon M<sup>me</sup> Hernandez, actuellement discuté dans un groupe de travail composé d'enseignant-e-s et chercheurs-euses de l'institution. L'intervention de la rectrice était une réponse indirecte aux mécontentements qui se sont élevés lorsque des professeurs de l'académie ont exprimé leur soutien à certaines causes (comme la ZAD du Mormont).

L'intervention proprement dite était particulièrement confuse et le groupe de travail évoqué s'en est immédiatement distancé. Il a communiqué que ses travaux étaient en cours et, surtout, qu'ils ne visaient pas à limiter la prise de parole des enseignant-e-s et chercheurs-euses. Malgré sa confusion, cette intervention permet de toucher des questions essentielles relatives au rôle de l'université comme service public et aux droits de ses salarié-e-s.

**«MILITANCE» À GÉOMÉTRIE VARIABLE.** En dehors de la question de principe portant sur le droit à la liberté d'expression (*lire ci-contre*), l'intervention de la rectrice révélait la crainte que la parole publique d'employé-e-s de l'Unil laisse penser qu'ils et elles expriment la position de

l'institution. La rectrice voudrait ainsi éviter que l'Unil soit associée à des positions «militantes». De plus, elle pense qu'un-e enseignant-e et chercheur-euse ne devrait pas se servir de sa légitimité scientifique pour intervenir dans des débats politiques et sociaux, à moins que ces débats ne concernent son domaine de spécialisation.

Cette position dénote une conception à géométrie variable de ce qui est «militant» et de ce qui ne l'est pas. La rectrice n'intervient en effet jamais lorsqu'un économiste «recommande» d'«assouplir» les réglementations du marché du travail, mais plutôt lorsque des enseignant-e-s et chercheurs-euses interviennent sur la question du climat. Cela renvoie aussi à une vision bureaucratique de la science, loin de la tradition de la/du scientifique comme travailleur-euse intellectuel-le dont la fonction est de poser des questions et structurer conceptuellement des réponses (indépendamment de son domaine de recherche). Si l'on suit M<sup>me</sup> Hernandez, il faudrait donc demander au préalable à la direction de l'Unil si le sujet sur lequel on veut intervenir fait partie de son domaine de compétence légitime...

**LIBERTÉ ACADÉMIQUE CORSETÉE.** L'empiètement de la rectrice à rasséréner celles et ceux qui critiquent la prise de parole publique des universitaires contraste avec son absence totale de préoccupation quant à la liberté académique.

Cette liberté – inscrite dans la Constitution et le règlement de l'université – devrait permettre aux chercheurs-euses et enseignant-e-s de se consacrer aux investigations de leur choix et choisir les modes de transmission des connaissances les plus appropriés.

Or, on constate que l'accroissement des financements conditionnés, l'effort des directions pour attirer les financements privés et les collaborations avec des entreprises ainsi que l'injonction permanente à la «relevance sociale» de l'enseignement et de la recherche corsètent les orientations scientifiques, faisant de la liberté académique une formule creuse.

**L'UNIVERSITÉ, UNE ENTREPRISE?** Il y a ainsi une certaine cohérence dans le discours de la rectrice. Celui-ci est sous-tendu par le projet du devenir-entreprise de l'université. L'effacement de la diversité d'opinion, à l'interne comme à l'externe, au profit de l'identité homogène et uniformisée de l'Unil devenue une marque. Puissant paradoxe dans un univers social dont le principe constitutif est la dispute et la contradiction...

Pour notre part, nous continuerons à défendre le projet d'un service public de la recherche et de l'enseignement, basé sur des financements publics non-conditionnés, seuls garants d'une véritable liberté académique, elle-même condition nécessaire à un vrai apport de l'université à la communauté. ■

**Repérages**

## UN DROIT FONDAMENTAL

La question de la liberté d'expression et des limites que l'Etat-employeur pourrait fixer à ses employé-e-s au nom du «devoir de fidélité et de réserve», prescrit notamment par la Loi sur le personnel (LPers), touche toutes et tous les salarié-e-s de l'Etat. Sur ce point, les désirs de la rectrice de l'Unil sont en contradiction avec certains principes élémentaires.

Le Tribunal fédéral (TF) a en effet rappelé que la liberté d'opinion et d'expression est un droit fondamental garanti par la Convention européenne des droits de l'homme et la Constitution fédérale.

Selon les arrêts du TF, les possibilités de limiter le droit d'expression au nom du devoir de fidélité sont restreintes, surtout si ce droit est exercé dans le cadre d'un débat public sur des questions d'intérêt général. Ainsi, en dehors de son service, l'employé-e d'une collectivité publique dispose de la même liberté que tout-e autre citoyen-ne, dès lors que l'exercice de cette liberté ne porte pas atteinte à la bonne exécution de la fonction particulière qu'il-elle exerce. On ne peut lui interdire d'exprimer, même en public, des opinions opposées à celles des représentant-e-s du pouvoir. La seule limite porte sur la manière d'exercer cette critique: l'injure, la diffamation et l'usage de moyens illégaux marquent cette frontière.

Cette position de principe a été reprise par le Conseil d'Etat vaudois dans sa réponse à une interpellation parlementaire récente. ■

FRIBOURG . Cinquante-huit associations ont lancé un « manifeste pour la dignité ». Une démarche initiée par des animateurs-trices socio-culturel-le-s confronté-e-s à la flambée de la précarité. Interview.

# « Il faut oser de vrais changements »

GUY ZURKINDEN  
INTERVIEW

« Par sa brutalité et son caractère inédit, la crise du coronavirus creuse encore plus les inégalités qui lui pré-existaient (...) Il n'est pas normal qu'en Suisse et à Fribourg, plusieurs centaines de personnes et de familles doivent faire plusieurs heures de file d'attente pour obtenir de la nourriture », soulignent les signataires du « manifeste pour la dignité ». Ces cinquante-huit associations se sont réunies pour réclamer le droit à la dignité pour tous et toutes dans le canton. Concrètement, elles avancent sept mesures urgentes: la garantie du droit à l'alimentation, notamment via la création d'une banque alimentaire; la suppression de l'exigence du remboursement de l'aide sociale; l'égalité de traitement et l'harmonisation des prises en charge et des prestations comme principes fondamentaux de la Loi sur l'aide sociale (LASoc); l'inclusion numérique et l'accès à un logement décent pour toutes et tous; le renforcement de l'intégration sociale des personnes isolées; et la participation des personnes concernées aux décisions et aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Questions à Eloïse Zwahlen, animatrice socio-culturelle au sein de l'association Reper.

**Aux sources de cet appel, il y a les files de personnes en quête de denrées alimentaires ...**

Eloïse Zwahlen – Au printemps dernier, nous nous sommes rendu compte que des personnes fréquentant nos quatre centres d'animation, en ville de Fribourg, vivaient des situations de grande précarité. Nous avons alors lancé un appel à la soixantaine de collègues de notre association. Objectif: donner une part de notre salaire pour acheter de la nourriture destinée aux personnes dans le besoin. C'est ainsi que nous avons commencé à organiser des distributions alimentaires en avril.

Dans un deuxième temps, à partir de juillet, la Ville et le Canton ont apporté un soutien financier à la démarche. Nous avons cependant senti une hésitation de leur part. Certain-e-s politicien-ne-s nous ont reproché de faire un « appel d'air ». Nous avons bien senti que la pauvreté reste un tabou en Suisse.

**Qui est venu à ces distributions?**

Des personnes qui étaient vraiment dans le besoin, aux profils très variés. Il y avait des Suisses, des immigré-e-s avec divers titres de séjour, des sans-papiers, des habitant-e-s de Fribourg mais aussi des alentours. Des familles, des personnes seules, des salarié-e-s au chômage ou au chômage partiel, des ouvriers licenciés, des personnes à l'aide sociale, des indépendant-e-s qui n'ont pas droit aux aides Covid-19, des mamans célibataires, etc. La plupart vivaient une situation déjà précaire, aggravée par la pandémie et ses conséquences.

**Comment a surgi l'idée du manifeste?**

Au cours de ces distributions alimentaires, nous avons fait un double constat: d'une part, la dignité des personnes obligées de faire la queue pour des aliments n'est pas respectée. De l'autre, cette situation exige de vrais changements sociaux.

Nous avons aussi eu le sentiment que, tout-e-s seul-e-s, nous n'arriverions pas à trouver les solutions visant à respecter la dignité de ces personnes. Nous avons donc essayé de mettre ensemble tous les acteurs associatifs confrontés à cette problématique, et lancé un appel dans ce sens en juillet.

Les associations ont répondu présent. Au cours de nos réunions, nous avons décidé de lancer un manifeste s'adressant aux politiques, mais aussi à l'ensemble de la population. Car pour aboutir à des changements, il est nécessaire que la population fasse pression.

C'est dans cet objectif que nous avons rendu public notre manifeste en mars par une conférence de presse.

**Vous comptez continuer votre démarche?**

Oui. Nous avons fondé dans cet objectif un collectif, nommé « dignité Fribourg ». Un premier axe de travail est de travailler pour créer une coopération alimentaire solidaire dans le canton, permettant de récupérer des invendus et les redistribuer. Un second groupe réfléchit à la manière de diffuser le débat sur notre manifeste au sein de la population – tout en dialoguant à ce sujet avec le monde politique. Au sein des centres d'animation, nous réfléchissons à des actions publiques, des ateliers de sensibilisation, un concept d'exposition itinérante, etc.

En parallèle, nous allons porter nos revendications dans le cadre de la révision en cours de la Loi sur l'aide sociale dans le canton de Fribourg. Celle-ci doit être améliorée!

Ce débat est urgent. On ne peut pas rester prisonniers-ères de schémas de société qui ne fonctionnaient déjà pas avant le Covid – et encore moins aujourd'hui.

Il faut oser aller vers de vrais changements! ■

## Le trait de Vincent

LES ENTREPRISES ROMANDES NE PROTÈGENT PAS ASSEZ LEURS EMPLOYÉES ENCEINTES



## Agenda militant

### DEUX FILMS SUR LES LIP EN STREAMING

L'association Metro Boulot Kino nous propose l'accès à deux films réalisés par Carole Roussopolous, revenant sur la grande grève à l'usine Lip, à Besançon, en 1973: *Monique, LIP!* (1973, 25 minutes) et *Monique et Christine* (1976, 30 minutes) À voir sur les liens suivants: [https://youtu.be/YKW\\_N7Fn7Sg](https://youtu.be/YKW_N7Fn7Sg) <https://youtu.be/um04QXQsCSU>

### GRÈVE POUR LE CLIMAT TOUTE LA SUISSE

Les prochaines assemblées nationales  
Dimanche 11 avril, de 14 h à 17 h  
Samedi 24 avril, de 14 h à 17 h  
Dimanche 9 mai, de 14 h à 17 h  
Toutes les réunions auront lieu sur Zoom  
Pour y participer ou recevoir plus d'infos: [lea.ziegler@ssp-vpod.ch](mailto:lea.ziegler@ssp-vpod.ch)

### JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS-EUSES TOUTE LA SUISSE 1<sup>er</sup> mai

### GRÈVE POUR LE FUTUR TOUTE LA SUISSE Le 21 mai

## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

### ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD  
Stefan Giger  
Secrétaire général  
Case postale 8279  
8036 Zurich  
[www.ssp-vpod.ch](http://www.ssp-vpod.ch)

### RÉDACTEUR RESPONSABLE

Guy Zurkinden  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
Fax 021 340 00 09  
E-mail: [journal@ssp-vpod.ch](mailto:journal@ssp-vpod.ch)

### IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève



**HISTOIRE . Pourquoi revenir sur l'expérience de la Commune de Paris, 150 ans après sa proclamation? Il en va autant de la mémoire du mouvement ouvrier que de son avenir — et donc du nôtre.**

# Une Commune vivante



ANTOINE CHOLLET  
UNIVERSITÉ DE  
LAUSANNE  
KEYSTONE . PHOTO

Il y a tout juste dix ans, alors qu'une révolution secouait l'Égypte, l'écrivain Alaa El Aswany avançait que «la place Tahrir était devenue semblable à la Commune de Paris»<sup>1</sup>. Comment comprendre ce court-circuit historique, cette analogie entre deux événements séparés de 140 ans et se produisant dans deux mondes qu'apparemment rien, ou presque, ne relie?

**AU-DELÀ DE LA COMMÉMORATION.** Cette phrase d'El Aswany donne la clef de l'un des problèmes qui se posent à chaque fois que l'on examine le passé. Elle révèle que certains événements continuent de vivre, qu'ils sont actifs dans le présent pour qui sait se reconnaître visé par eux. Et ce phénomène porte un nom: la mémoire. Celle-ci n'est pas simple réceptacle passif d'informations ou de représentations passées. Elle est capacité d'action, pouvoir, faculté de se saisir des potentialités de l'histoire pour les faire revivre et les porter plus loin. Ce que sent El Aswany place Tahrir au mois de janvier 2011 appartient à cette faculté de remémoration. Pour nous aussi, militant-e-s au sein d'un syndicat, la Commune est vivante, et pas seulement comme mythologie — ou, pire, comme martyrologie. Parler de ses acteurs et actrices ne doit pas conduire à sortir nos mouchoirs pour y écraser un sanglot, mais à reprendre à notre compte ce qu'ils et elles ont pensé, tenté, réalisé et rêvé durant ces 72 jours du printemps 1871.

**UNE MÉMOIRE DISPUTÉE.** Depuis l'écrasement de la Commune, cette mémoire est aussi conflictuelle que l'événement lui-même, ce qui est l'une des caractéristiques de toute mémoire véritable. Le souvenir consensuel, le passé apaisé n'ont aucun intérêt politique. Ils sont inactifs et ne demeurent que comme objets de l'histoire savante. Passons sur la mémoire versaillaise, conservatrice et réactionnaire, qui a irrigué la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais est désormais à peu près éteinte: plus personne ou presque ne se proclame Versaillais

aujourd'hui, et nous n'avons vu fleurir aucun éloge d'Adolphe Thiers en ce cent-cinquantième. Les disputes d'héritage se situent ailleurs.

**AUBE OU CRÉPUSCULE?** Pendant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'interprétation dominante de la Commune la présentait comme l'anticipation prématurée des révolutions du siècle suivant, en particulier d'octobre 1917. On supposait que la Commune avait échoué parce qu'elle ne disposait pas de l'organisation, du parti et des chefs qui ont permis aux bolchéviques de prendre le pouvoir et de le garder. Dans cette relecture, l'événement de 1871 était une défaite qui annonçait des victoires à venir.

On a affirmé ensuite que la Commune de 1871 était le crépuscule de l'histoire des révolutions du long XIX<sup>e</sup> siècle, commencée en 1789, puis poursuivie en 1830 et 1848. C'est notamment la lecture pro-

sociales mises en place dans les décennies qui ont suivi son écrasement.

**DES PROBLÈMES FAMILIERS.** Sans évaluer l'exactitude historique de l'une ou l'autre interprétation — débat interminable, puisque cette entreprise est forcément politique —, les discussions qui précèdent doivent sembler familières aux oreilles des syndicalistes que nous sommes. Combien de luttes n'avons-nous pas menées qui se concluent par des défaites, parfois retentissantes, mais qui néanmoins contiennent des avancées? Combien de fois n'avons-nous pas maugréé contre la désorganisation des campagnes et, parfois, de notre propre syndicat, source supposée de nos échecs? Et qui n'a pas, au moins une fois, regretté l'impureté des luttes que nous menons chaque jour, l'absence d'homogénéité de nos revendications et des personnes qui les portent?

**«Les spectres des fusillés continuent de se battre — aujourd'hui encore. Ils hantent toutes les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle. »**

**Sebastian Haffner: *La Commune de Paris* (1971)**

posée par l'historien Jacques Rougerie (*voir en page 7*), l'un des plus grands spécialistes de l'événement. Ici, la Commune signe l'échec définitif des projets de transformation sociale du XIX<sup>e</sup> siècle, qui commencent à être remplacés par le programme socialiste élaboré au sein de l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale). Enfin, et cette troisième lecture de la Commune est très sensible en cette année commémorative, on a insisté sur ses réalisations: la séparation de l'église et de l'Etat, l'enseignement laïc et obligatoire, la législation sur les syndicats, la réglementation du travail, etc. La Commune n'anticipe donc pas seulement les révolutions à venir, mais aussi les politiques

**UNE LEÇON DE DÉMOCRATIE.** La Commune de 1871 a été confrontée à tous ces problèmes. Si elle n'y a pas répondu par la concentration du pouvoir, l'imposition d'une stratégie unique, l'écrasement de ses opposant-e-s, l'acharnement contre les vaincu-e-s du jour — bref, si elle n'a pas fait usage des mêmes armes que ses adversaires —, c'est qu'elle était profondément *démocratique*. Le pouvoir d'en bas, le respect des libertés de tou-te-s et de chacun-e, la délibération collective condamnent-ils alors à la défaite? Nullement, car c'est cet exercice d'un pouvoir démocratique — aussi périlleux soit-il — que l'on célèbre aujourd'hui, et non celui des Versaillais et de tant d'autres, victorieux sur le moment mais frappés à jamais

d'infamie. La Commune a pris le pouvoir et l'a, jusqu'au bout, exercé de manière démocratique. C'est aussi cela, la leçon qu'elle nous adresse.

**CONSTRUIRE UN NOUVEAU MONDE.** L'autre leçon qui doit nous interpellier réside dans une lutte simultanée contre le passé et pour l'avenir. La Commune avait des adversaires formidables à combattre: les armées prussiennes à ses portes, les nostalgiques du Second Empire ou de la monarchie, les partisans d'une république conservatrice, une bourgeoisie qui jamais n'accepterait de gouverner avec les travailleurs (et encore moins avec les travailleuses). En bref, elle devait se débarrasser de toute une société. Dans le même temps, elle a pensé l'avenir, elle s'est donné un horizon. En posant l'émancipation humaine comme son programme essentiel, elle a voulu, selon le mot de Rimbaud, «changer la vie».

En d'autres termes, la Commune nous rappelle que la lutte politique n'est pas qu'un combat *contre* des adversaires, des forces sociales ou des idées, mais doit toujours être en même temps un combat pour un avenir désirable. Si le souvenir des générations asservies du passé est un moteur important de la lutte politique, la volonté de voir les générations futures libérées de l'oppression l'est tout autant. Construire un avenir c'est, pour reprendre la formule de Marx, «monter à l'assaut du ciel». Presque cent ans plus tard, le philosophe Henri Lefebvre écrit à peu près la même chose dans *La proclamation de la Commune*: «L'insurrection du 18 mars et les grands jours de la Commune qui suivirent, ce fut l'ouverture illimitée vers l'avenir et le possible, sans égard aux obstacles et aux impossibilités qui peuvent barrer la route». Si l'esprit de la Commune pouvait insuffler dans nos luttes et notre imaginaire cette idée qu'un autre monde peut être bâti, sa mémoire ne serait pas vaine. ■

<sup>1</sup> Alaa El Aswany: *Chroniques de la révolution égyptienne*. Arles, Actes Sud, 2011.



«L'insurrection du 18 mars et les grands jours de la Commune qui suivirent, ce fut l'ouverture illimitée vers l'avenir et le possible, sans égard aux obstacles et aux impossibilités qui peuvent barrer la route. Une spontanéité fondamentale [...] écarte les sédiments déposés par les siècles: l'Etat, la bureaucratie, les institutions, la culture morte. Une effervescence volcanique soulève les scories accumulées.»

Henri Lefebvre: *La proclamation de la Commune* [1965]

## Pour aller plus loin...

ANTOINE CHOLLET . UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

La Commune a suscité des interprétations nombreuses, divergentes et de grande qualité. Voici une sélection très subjective de quelques titres pour celles et ceux qui souhaiteraient approfondir leurs connaissances sur la Commune et sur les sens politiques et historiques qui lui ont été donnés depuis 150 ans. On pourra y ajouter des romans comme *Philémon, vieux de la vieille* de Lucien Descazes ou *L'insurgé* de Jules Vallès, des poèmes comme *L'année terrible* de Victor Hugo, des bandes dessinées comme *Le Cri du Peuple* de Jacques Tardi et Jean Vautrin ou *Les damnés de la Commune* de Raphaël Meyssan, ou encore ce film extraordinaire de plus de cinq heures réalisé par Peter Watkins, *La Commune* (Paris, 1871).

## TEXTES CONTEMPORAINS DE LA COMMUNE

Victorine Brocher: *Souvenirs d'une morte vivante, une femme dans la Commune de 1871* [1909]. Montreuil, Libertalia, 2017.

Témoignage saisissant d'une ouvrière, ambulancière de la Commune et condamnée à mort, exilée en Suisse où elle écrit ce récit.

Prosper-Olivier Lissagaray: *Histoire de la Commune de 1871* [1896]. Paris, La Découverte, 2000.

Le classique impérissable sur la Commune, par un de ses acteurs, qui demeure un monument d'histoire immédiate et de méticulosité dans la reconstruction des événements, tout en conservant un souffle politique sans pareil.

Karl Marx: *La guerre civile en France* [1871], divers éditeurs.

Livrant l'une des analyses contemporaines de l'événement les plus célèbres, Marx montre aussi dans ce texte sa capacité à accueillir un événement qui modifie ses propres conceptions politiques.

Louise Michel: *La Commune* [1898]. Paris, La Découverte, 2015.

Louise Michel est peut-être, dans l'esprit commun, la figure qui incarne la Commune de 1871. Son récit de l'aventure communarde a donc une importance particulière.

## SYNTHÈSES IMPORTANTES

Éric Fournier: *La Commune n'est pas morte, les usages politiques du passé, de 1871 à nos jours*. Montreuil, Libertalia, 2013.

Retraçant l'histoire des rapports que les différentes forces politiques françaises entretiennent avec la Commune, cet ouvrage montre la variation de l'image de l'événement et les usages politiques qui en ont été faits selon les circonstances.

Henri Lefebvre: *La proclamation de la Commune, 26 mars 1871* [1965]. Paris, La Fabrique, 2018.

Ce livre inclassable, lié à la fois aux années 1960 et au parcours singulier de son auteur, démonte l'interprétation communiste dominante de la Commune et présente celle-ci comme une fête urbaine. C'est l'un des ouvrages les plus originaux consacrés à l'événement.

Kristin Ross: *L'imaginaire de la Commune*. Paris, La Fabrique, 2015.

Une analyse très originale de l'imaginaire politique de la Commune au travers d'auteurs comme William Morris, Pierre Kropotkine ou Élisée Reclus.

Jacques Rougerie: *La Commune de 1871*. Paris, PUF, 2019.

Ce «Que sais-je?» synthétise les travaux de Rougerie, l'un des meilleurs spécialistes français de la Commune qui a publié de nombreux autres livres sur le sujet depuis les années 1960. On en trouvera les références, ainsi que d'autres textes, sur son site: [www.commune1871-rougerie.fr](http://www.commune1871-rougerie.fr).



KEYSTONE

Édith Thomas: *Les «Pétroleuses»* [1963]. Paris, Gallimard, 2021.

La première analyse féministe de la Commune, longtemps introuvable mais qui vient d'être rééditée. Thomas redonne une dimension politique à l'engagement des femmes durant l'événement, en attaquant à la fois l'imagerie des «pétroleuses» avides de sang et la mythologie romantique des communardes qui n'auraient défendu que leur mari et leurs enfants.

Robert Tombs: *Paris, bivouac des révolutions*. Montreuil, Libertalia, 2014.

Avec Rougerie, Tombs est l'autre grand spécialiste de la Commune de 1871. Dans cette synthèse, mise à jour pour sa traduction française, il reprend l'ensemble de ses travaux antérieurs et tente de faire une histoire aussi exhaustive que possible de la Commune.

## NOUVELLES PARUTIONS POUR LES 150 ANS

Ludivine Bantigny: *La Commune au présent. Une correspondance par-delà le temps*. Paris, La Découverte, 2021.

Une correspondance imaginaire avec une cinquantaine de figures, célèbres ou anonymes, de la Commune de Paris (lire l'entretien avec l'autrice dans *Services Publics*, 19 mars 2021).

Michel Cordillot (dir.): *La Commune de Paris, 1871, les acteurs, l'événement, les lieux*. Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2020.

Somme des connaissances actuelles sur la Commune, ce gros ouvrage rédigé par une trentaine de chercheurs et chercheuses propose à la fois la biographie de centaines d'acteurs et actrices lié-e-s à l'événement, et des entrées thématiques synthétiques. À recommander pour une première approche de la Commune.

Quentin Deluermoz: *Commune(s), 1870-1871, une traversée des mondes au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Éditions du Seuil, 2020.

Issue d'un long travail de recherche, cette nouvelle analyse de l'événement lui donne une dimension mondiale et l'inscrit dans un temps qui excède la seule année 1871.

**PROFIL MILITANT** . Le 1<sup>er</sup> avril prochain, notre camarade et ami Daniel Pidoux fêtera ses 70 ans de syndicalisme. Chapeau bas!

# «Prolétaires de tous les pays...»

SSP . RÉGION GENÈVE  
ERIC ROSET . PHOTO

Né en 1930, Daniel a entamé un apprentissage de typographe aux Imprimeries populaires à Lausanne, en 1947. Le 1<sup>er</sup> avril 1951, il adhère au syndicat des typographes. En 1952, il est ouvrier typo et part à l'école de recrues. Il sera ensuite engagé dans une grande boîte à Bâle, puis à Tramelan. En 1953, il «descend» à Genève, canton qu'il n'a plus quitté depuis. En 1954, Daniel entre à l'imprimerie du Pré-Jérôme, tout en effectuant en parallèle un apprentissage de linotypiste à Berne. Avec fierté, Daniel rappelle que c'est à l'imprimerie du Pré-Jérôme que sont publiés le journal communiste *La Voix Ouvrière* ainsi que l'organe du Front de libération national algérien, *El Moudjahid*. *La Question* d'Henri Alleg, livre interdit en France, y sera aussi imprimé. En 1958, Daniel passe à la «Sprint». Il restera huit ans dans cette grande famille du sport.

**LICENCIÉ POUR ACTIVITÉS SYNDICALES.** Quelques années plus tard, le militant est embauché à l'Imprimerie Studer, où l'attend sa nouvelle fonction de correcteur. En 1980, on commence à parler de restructuration. Daniel se retrouve en tête de liste pour être éjecté. «Que voulez-vous, en Suisse, être syndicaliste n'est pas bien considéré!»

Après avoir suivi de nombreux cours du soir, Daniel entre à l'Hôtel de Ville. Il y exercera son métier de correcteur jusqu'à sa retraite anticipée, en 1993. Il sera également affecté à l'imprimerie de la Chancellerie cantonale.

La vie de Daniel ne s'arrête pas à son activité professionnelle. En 1954, il adhère aux Amis de la Nature, «association internationale polyvalente: ski, alpinisme, écologie (déjà), tendance gauche extrême, ce qui me convient parfaitement». Pendant 40 ans, il y sera responsable moniteur de ski alpin, puis nordique. Daniel participera à l'élaboration d'un téléski en face du chalet des Amis de la Nature, sur les Carroz d'Arâches. Il sera aussi moniteur de culture physique et participera activement aux travaux d'entretien du chalet.

En 1955, Daniel a 25 ans quand il participe, avec 250 autres Suisses et Suissesses, au Festival mondial de la jeunesse à Varsovie. Ce séjour influencera à jamais son existence: «Imaginez quelques di-

zaines de milliers de jeunes de toute la planète réunis pour célébrer l'amitié entre les peuples»

Daniel se marie en 1959 avec Claudine. Ils auront une fille, Marina, en 1961, puis un petit-fils, Vasco, en 1992. Il garde des liens très rapprochés avec sa «petite famille».

**TOUJOURS PRÊT À LA LUTTE!** Et le SSP, dans tout ça? Dès son transfert à l'Etat de Genève, le militant a rejoint notre syndicat. Pendant 18 ans, il a été membre du comité de région, avant de présider le comité des retraités-e-s pendant 10 ans. Daniel a aussi été délégué à la Commission fédérative des retraités-e-s et a participé à de nombreux congrès. Il a pris part aux grèves de la fonction publique des années 90 et de 2015. Surtout, il est présent chaque année au défilé du 1<sup>er</sup> mai et sur le stand du SSP. «Une fête» qu'il termine souvent en chantant l'Internationale!

Ce n'est que l'an dernier, à l'aube de ses 90 ans, que Daniel s'est retiré des instances du syndicat, sans pour autant délaisser le SSP: «quand on a la fibre syndicale, on croit toujours en un avenir meilleur».

Influencé par la Révolution française, la Commune de Paris, la Révolution russe et la Guerre civile espagnole, Daniel reste prêt à la lutte: «À plus de 90 ans, j'ai toujours envie de me bagarrer avec ce capitalisme infâme qui pourrit la vie de millions d'êtres humains.» Merci camarade! ■



## Cours de formation SSP

### Introduction générale au droit du travail

Ce cours est destiné à dresser un panorama général du droit du travail.

**La tenue de ce cours dépendra de l'évolution de la situation sanitaire.**

Les participant-e-s seront amené-e-s à s'interroger sur les articulations entre les règles matérielles de protection des travailleurs-euses – de droit public et de droit privé –, les assurances sociales et privées, ainsi que sur les procédures civiles et administratives des différents cantons de Suisse romande.

**Mardi 27 avril 2021, de 9 h 30 à 17 h**

Lausanne, Hôtel Continental (Place de la Gare 2)

Intervenante: Christian Dandrès, avocat-conseil ssp

Gratuit pour les membres du SSP (frais de repas inclus).  
Les non-membres paient 300 francs.

Inscription par e-mail: [central@ssp-vpod.ch](mailto:central@ssp-vpod.ch)

Indiquez vos coordonnées (nom/prénom + adresse) et le titre du cours!

Délai d'inscription: 12 avril 2021.

## Cours de formation SSP

### La Loi sur le travail dans les services publics

Au vu de la situation sanitaire, le cours aura lieu sous forme de visioconférence. Les personnes inscrites recevront un lien pour se connecter.

La Loi sur le travail est la plus importante loi de protection des travailleuses et travailleurs. Elle s'applique, totalement ou partiellement, à la plupart des établissements privés et publics du secteur de la santé et du secteur social, mais également dans d'autres établissements.

**Lundi 3 mai 2021, de 9 h 30 à 17 h**

Intervenant: Stefan Giger, secrétaire général ssp.

Gratuit pour les membres du SSP. Les non-membres paient 150 francs.

Inscription par e-mail: [stefan.giger@vpod-ssp.ch](mailto:stefan.giger@vpod-ssp.ch)

Indiquez vos coordonnées (nom/prénom + adresse)! Nous vous enverrons à cette adresse postale, avant le cours, une brochure de documentation dont vous aurez besoin pour ce dernier.

Délai d'inscription: 19 avril 2021.

## SSP . Région Genève

### Décès de Paul Pfister

Au moment de boucler ce numéro, nous apprenons le décès de notre collègue Paul Pfister. Paul a été secrétaire administratif du SSP – Région Genève de juillet 2015 à décembre 2017, date à laquelle il a pris sa retraite. Militant syndical tout au long de sa vie, Paul était un collègue très engagé et très apprécié. Un hommage sera publié dans le prochain numéro de ce journal.



**Offre de Printemps 2021**  
par personne en chambre double

Standard à CHF 360.-	Superior à CHF 390.-
----------------------	----------------------

Le prix comprend:

- 3 nuits en chambre double
- 3 buffets de petit déjeuner
- 2 repas du soir avec menu à 3 plats
- 1 menu Gourmet à 4 plats
- 1 bouteille de vin Merlot (par chambre)
- Wi-Fi gratuit
- Parking

**-20% RABAIS SSP**

Offre valable sur demande et selon disponibilité jusqu'au 30 juin

Hotel Ristorante iGrappoli • 6997 Sessa Tel. 091 608 11 87 • [www.grappoli.ch](http://www.grappoli.ch) • [info@grappoli.ch](mailto:info@grappoli.ch) • 



**AÉROPORT DE GENÈVE** LES DESSOUS SALES D'UNE BOÎTE DE LUXE

## SAUMON, CAVIAR, HARCÈLEMENT ET MÉPRIS

Caviar House & Prunier est une enseigne qui aspire à la qualité. Sur son site, elle s'auto-proclame meilleur producteur mondial de caviar fin et de saumon fumé. Ses *Sea food bars* sont présents à Genève, Genève aéroport, Zurich, Francfort, Copenhague, New York, Hong-Kong, Dubaï et Londres. Le CEO de la société, Peter Rebeiz, est aussi à la tête de la franchise Montreux Jazz Café. En septembre 2020, Caviar House a licencié M<sup>me</sup> M.S., qui travaillait dans son bar à l'aéroport de Genève, en invoquant des motifs économiques. Sur un effectif de 130 employé-e-s, Caviar House a congédié seulement M.S. En raison de la pandémie, le personnel de Caviar House est en RHT. L'employeur paie donc de très faibles montants de charges sociales, alors que l'employée doit vivre avec moins de 80% de son salaire mensuel. Par conséquent, les motifs économiques du licenciement sont à écarter. De plus, un licenciement «préventif» avant la fin du chômage partiel ne se justifie pas. Plus grave. Durant des années, M.S. a souffert de harcèlement sexuel, d'attouchements et de remarques déplacées de la part d'un cadre de la société. D'autres employées ont subi ce climat délétaire. À cela s'ajoute un mépris affiché vis-à-vis des employé-e-s ayant des origines arabes

ou africaines. Le harcèlement sexuel, moral et la xénophobie sont érigés en culture d'entreprise. Gravement atteinte dans sa santé, M.S. subit un arrêt de travail prolongé depuis plusieurs mois. Hotela, la compagnie d'assurance de Caviar House, indique que le médecin conseil désigné par ses soins «estime que votre état de santé vous permet de reprendre une activité professionnelle [...] auprès de tout autre employeur, excepté Caviar House Airport». La salariée doit aujourd'hui pointer au chômage, alors qu'elle n'a pas commis la moindre faute. Malgré nos démarches, la direction de cette société n'a engagé aucune mesure pour détecter et sanctionner les comportements sexistes et racistes. Ce n'est pas la seule dérive chez Caviar House & Prunier: l'entreprise a aussi recours à des caméras de surveillance pour épier les moindres faits et gestes du personnel. L'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail connaît d'ailleurs bien cette entreprise aux multiples facettes. Quant à la triste affaire qui accable M.S., elle trouvera son épilogue devant les tribunaux. ■

**JAMSHID POURANPIR** . SECRÉTAIRE SSP . TRAFIC AÉRIEN

**AÉROPORT DE GENÈVE** MALGRÉ LA VOTATION DU 27 SEPTEMBRE

## SWISS RECHIGNE À VERSER LE MINIMUM

Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, le salaire minimum de 23 francs horaires est entré en vigueur dans le canton de Genève. Selon la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), environ 30000 salarié-e-s auraient dû voir leur salaire horaire augmenter. La mesure concerne un nombre non négligeable d'employé-e-s de l'Aéroport international de Genève, où les salaires de départ commençaient, en 2020, très souvent en-dessous du nouveau minimum légal. Le personnel de la compagnie d'aviation Swiss en fait partie. La grille salariale prévue par la convention collective de travail (CCT) appliquée au personnel de cabine de Swiss débute en effet avec une rémunération de 3400 francs bruts – auxquels s'ajoutent divers émoluments destinés à compenser les déplacements, en cas de maîtrise d'une langue étrangère, etc. On se trouve donc loin des 23 francs prévus par le salaire minimum genevois – qui correspondant à un salaire mensuel de 4182 francs pour 42 heures ouvrées par semaine. Selon Sandrine Nicollic-Fuss, présidente du syndicat du personnel de cabine Kapers, 70% des 200 stewards employé-e-s par l'antenne genevoise de Swiss percevaient, fin 2020, un salaire inférieur à 4000 francs bruts par mois. «Aujourd'hui, il faut dix années de tra-

vail pour atteindre un salaire brut de 4000 francs si le *flight attendant* ne peut pas, ou ne veut pas se hisser jusqu'à la fonction de maître de cabine», précise M<sup>me</sup> Nicollic-Fuss. «Nous estimons que la compagnie ne remplit pas les conditions imposées par la nouvelle loi sur le salaire minimum», souligne la présidente de Kapers. Et de glisser: «Je ne pense pas que la population du canton de Genève ait envisagé un seul instant, dans le cadre de cette votation en faveur d'un salaire minimum, que le salaire d'un emploi à plein temps puisse être inférieur à 4000 francs.» Le syndicat demande donc que la compagnie aérienne – propriété du groupe allemand Lufthansa – revoie sa grille salariale en intégrant le nouveau minimum légal. Il a ouvert des discussions sur ce thème avec la direction de Swiss, mais cette dernière traîne des pieds. Interpelé sur la question, son service de presse nous a répondu que «le sujet du salaire minimum est toujours en cours de discussion entre Swiss et Kapers. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise». Rappelons que les compagnies Swiss et Edelweiss ont bénéficié d'un crédit bancaire de 1,5 milliard, garanti à 85% par la Confédération, dans le cadre de la crise du secteur aérien liée à la pandémie. ■

**SERVICES PUBLICS**

**NEUCHÂTEL** SUCCÈS DE LA PÉTITION SYNDICALE

## 2300 SIGNATURES POUR UNE VÉRITABLE INCLUSION SCOLAIRE!

Lancée fin décembre par le SSP, la pétition «Pour une inclusion scolaire réaliste, réfléchie et dotée de moyens» a récolté près de 2300 signatures en deux mois et demi, en pleine crise sanitaire. Ce succès démontre l'inquiétude généralisée face à la suppression d'un grand nombre de classes d'enseignement spécialisé, qui jouent un rôle fondamental pour les élèves en décrochage. Le SSP ne s'oppose pas au principe d'intégration défendu par le canton, mais il défend une vision de l'inclusion beaucoup plus large. Il considère qu'il est nécessaire de maintenir et de renforcer l'enseignement spécialisé permettant aux jeunes en grandes difficultés scolaires et/ou éducationnelles de trouver un rythme adapté à leurs besoins. Les classes spécialisées (FS), aux effectifs réduits, constituent une forme d'intégration dans l'école ordinaire pour ces élèves. Grâce à la présence constante d'un-e référent-e, ils et elles bénéficient d'un accompagnement qui ne peut être égalé dans une classe normale (FR) – pour l'organisation du travail quotidien et son application, la recherche d'une place d'apprentissage, l'inscription dans les préformations, les demandes AI, etc. Le SSP s'oppose ainsi au projet du Département de l'éducation et de la famille (DEF) visant à diminuer de manière drastique le nombre d'élèves en classe

FS – dans l'objectif d'aligner l'école neuchâteloise sur les moyennes des autres cantons, qui présentent pourtant des organisations scolaires et des réalités socio-économiques très différentes. Par ailleurs, le SSP considère que les élèves et les enseignant-e-s ont déjà payé un trop lourd tribut aux réformes menées tambour battant ces dernières années au sein de l'école neuchâteloise. Il est désormais nécessaire de stabiliser et d'améliorer le système actuel. La réforme du cycle 3, notamment, laisse déjà sur le carreau une partie des élèves en difficulté, incapables de suivre le rythme faute d'un suivi plus individualisé. Les aides ponctuelles qui devraient remplacer le suivi constant des élèves en classes FS seront difficiles à mettre en œuvre, au vu de la rigidité et de la complexité de la grille horaire du cycle 3. Par conséquent, la fermeture de nombreuses classes FS et l'intégration des élèves dans des classes FR apparaît irréalisable au cycle 3. Cela explique pourquoi tant les enseignant-e-s spécialisé-e-s que les enseignant-e-s de classes régulières se sont mobilisé-e-s pour réclamer une inclusion scolaire réaliste, réfléchie et dotée de moyens, prenant en compte les réalités du terrain. ■

**SSP . RÉGION NEUCHÂTEL**

**FRIBOURG** PÉTITION CONTRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR LE PERSONNEL

## FORTE OPPOSITION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 26 mars, le SSP a remis une pétition au Conseil d'Etat, munie de 1076 signatures. Recueillis en cinq semaines à peine, les paraphe-s s'opposent à la révision de la Loi sur le personnel de l'Etat (LPers), en particulier aux dispositions visant à faciliter les licenciements. Les signataires souhaitent également que cette révision soit l'occasion de réelles améliorations des conditions de travail. Dans son projet de révision de la LPers, le Conseil d'Etat veut supprimer toutes les barrières protégeant les salarié-e-s contre un licenciement. L'avertissement qui, aujourd'hui, précède obligatoirement un licenciement, sera supprimé; il sera remplacé par une simple «mise en garde» qui ne pourra pas être contestée, même si les motifs invoqués sont faux. Le droit à la réintégration en cas de licenciement abusif sera supprimé. Même si le ou la salarié-e arrive à prouver que son licenciement est injustifié, il perdra son poste de travail. Ce double mécanisme donnera un pouvoir discrétionnaire aux chefs de service et aux directions, qui pourront licencier un-e salarié-e sans craindre ni contestation, ni réintégration. Le personnel sera donc particulièrement fragilisé. Il se retrouvera sans défense face à la hiérarchie. C'est aussi une mauvaise

nouvelle pour le service public: comment assurer de manière sereine des prestations (école, hôpital, administration, etc.) en étant sous le joug de décisions arbitraires de l'autorité d'engagement? La pétition remise par le SSP au Conseil d'Etat demande donc au gouvernement de saisir l'occasion de cette révision pour apporter de réelles améliorations pour le personnel: ■ Un congé paternité d'une durée de deux mois et un congé maternité de cinq mois, ou un congé parental de sept mois lorsque les deux parents travaillent à l'Etat de Fribourg. ■ Des indemnités en temps de 20%, de 20 h à 6 h, pour le travail de nuit. ■ La limitation des contrats de durée déterminée (CDD) en chaîne. ■ Le renforcement des droits syndicaux. La pétition revendique également l'introduction d'un salaire minimum de 4000 francs et exige que le Conseil d'Etat respecte les dispositions constitutionnelles concernant le versement de la contribution de soutien. Cela implique que le personnel puisse décider à quelle organisation il entend verser ladite contribution. ■

**GAËTAN ZURKINDEN** . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION FRIBOURG



Six mois après l'incendie de Moria, la situation sur les îles grecques a encore empiré. Mais la conseillère fédérale Karin-Keller Sutter fait barrage aux initiatives de solidarité.

# « Il faut évacuer Moria 2 »

SERVICES PUBLICS  
ERIC ROSET . PHOTO



Il y a un an, 132 organisations (ONG, églises, associations de défense des droits de l'homme, syndicats, etc.), épaulées par une pétition signée par 50 000 personnes, demandaient l'évacuation immédiate des milliers de réfugié-e-s parqué-e-s dans les insalubres camps grecs. Le texte «demandait instamment au Conseil fédéral et au Parlement de faire venir en Suisse le plus grand nombre possible de réfugiés de la mer Égée».

**L'APPEL DES VILLES.** Seize villes – dont les huit plus grandes du pays – se joignaient à cet appel. Formant une «alliance des villes et communes pour l'accueil des réfugié-e-s», elles s'engageaient à accueillir des réfugié-e-s supplémentaires, au-delà de leurs obligations actuelles, et demandaient au Conseil fédéral d'agir. Elles seront rejointes plus tard par dix-neuf communes supplémentaires. Le Conseil fédéral bottait en touche, se contentant d'accueillir quelques dizaines de mineur-e-s. Une «aide insignifiante au vu des conditions inhumaines sur le terrain» souligne Janine Bleuler, de la campagne «évacuer maintenant».

**INCENDIE ET SOLIDARITÉ.** Depuis, la situation a dramatiquement empiré. Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2020, un incendie a détruit le bidonville de Moria, situé sur l'île grecque de Lesbos. L'incendie du tristement célèbre camp, décrit comme «la honte de l'Europe» par Jean Ziegler, laissait 12 000 exilé-e-s, dont 4 000 enfants, dénué-e-s de tout. Choquées par cette situation, des milliers de personnes se réunissaient sur la Place fédérale et dans les cantons, manifestant leur solidarité avec ces femmes, ces hommes et ces enfants.

**DEMANDES D'ASILE EN BAISSÉ.** Comme le soulignait alors Amnesty International, la Suisse aurait pu accueillir l'ensemble

des 12 000 réfugié-e-s de Moria sans que cela entraîne une augmentation des demandes d'asile en 2020 – car les arrivées sont en baisse depuis plusieurs années: seules 11 041 demandes d'asile ont été déposées en Suisse en 2020, soit 3 228 de moins que l'année précédente. Il s'agit du chiffre le plus bas enregistré depuis 2007.

**LE NIET DE KKS.** Karin Keller-Sutter, la conseillère fédérale (PLR) à la tête du Département de justice et police (DFJP), qui chapeaute le Secrétariat d'Etat à la migration (SEM), n'a rien voulu entendre. Selon des documents internes révélés par le journal alémanique *Wochenzeitung*, dès le lendemain de l'incendie, ses services ont fait des pieds et des mains pour éviter toute prise en charge de migrant-e-s de Moria<sup>1</sup>. «Juste avant 10 h du matin, le responsable médias du SEM avait écrit les lignes directrices sur la question», relate l'hebdomadaire alémanique. «En lettres épaisses, on y lit: L'admission de migrant-e-s de Moria n'entre aujourd'hui pas en discussion». Les appels à Karin Keller-Sutter lancés par Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur allemand, et par Ylva Johansson, commissaire de l'Intérieur pour l'Union européenne, resteront vains. KKS n'a pas donné suite non plus aux interpellations des villes helvétiques solidaires.

**UN NOUVEL APPEL.** Aujourd'hui, 7 000 réfugié-e-s croupissent dans un nouveau camp prévu pour 3 500 personnes, «Moria 2». Les conditions y sont plus effroyables que dans le précédent, soulignent les ONG présentes sur place: tentes dressées sur un sol contaminé au plomb, pas d'accès à l'eau courante et à l'électricité, trente-six douches en tout et pour tout, épidémies de dysenterie, absence d'école pour les enfants, touché-e-s par de graves troubles psychologiques (*lire ci-contre*).

Dans une nouvelle conférence de presse tenue le 29 mars dernier, les membres de la campagne «évacuer maintenant» ont donc réitéré leur appel au Conseil fédéral. Ils lui demandent «d'agir enfin en entamant un dialogue avec les villes, les communes et les paroisses disposées à accueillir des réfugié-e-s et développer des programmes d'accueil humanitaire».

**UNE POLITIQUE À CHANGER.** «Moria 2.0, le nouveau camp de réfugié-e-s sur l'île de Lesbos, n'est pas un camp raté mais le résultat d'une politique européenne délibérée de dissuasion. Une politique qui traite les réfugié-e-s comme des êtres humains de troisième classe», a souligné Fabian Bracher, participant depuis Moria à la conférence de presse. «Les camps fermés étaient, sont et ne seront jamais une solution. Afin d'améliorer les conditions sur le terrain, toutes et tous les réfugié-e-s doivent maintenant être évacué-e-s des îles grecques. Une réforme de la politique migratoire européenne est nécessaire. Une politique axée sur la solidarité, l'humanité et le respect inconditionnel des droits humains. Nous avons également besoin de voies d'exil sûres pour que les tragédies en mer Méditerranée et en mer Égée prennent fin», ajoutait le militant. ■

<sup>1</sup> *Wochenzeitung*, 18 mars 2021.

Sur le terrain

## « ILS SE TAPENT LA TÊTE CONTRE LES MURS »

Questions à Katrin Glatz Brubakk, psychologue pour enfants à Lesbos<sup>1</sup>.

**De quoi souffrent les enfants et les jeunes dans les camps de Lesbos?**

**Katrin Glatz Brubakk** – Ils souffrent de cauchemars, difficultés de concentration, faible tolérance à la frustration, agressivité et attaques de panique. Des enfants se retirent presque totalement du monde. Ils ne jouent plus, certains n'ont quasiment plus dit un mot depuis huit mois. D'autres ne mangent plus par eux-mêmes et doivent être nourris. Ils sont si apathiques qu'ils ne vont même plus aux toilettes eux-mêmes. Des enfants de neuf ans doivent parfois porter à nouveau des couches, même pendant la journée.

**Quelles ont été pour eux les conséquences de l'incendie de Moria?**

Depuis que Moria a brûlé, beaucoup d'enfants souffrent de somnambulisme. En septembre, l'incendie a tiré les enfants de leur sommeil. Tout d'un coup, ils ont dû courir pour sauver leur vie. Beaucoup en rêvent encore aujourd'hui. Durant la nuit, ils courent à travers le camp et crient «au secours! ça brûle! Je vais mourir!». Comme Moria 2 est situé à côté de la mer, certains parents attachent leurs enfants la nuit, pour éviter qu'ils courent dans la mer et se noient. Les enfants dorment mal. Certains souffrent de dépressions très sévères. Ils se blessent, se mordent, s'arrachent les cheveux ou se tapent la tête contre le mur ou le sol, jusqu'à ce qu'ils saignent (...) En 2020, Médecins sans frontières s'est occupé de cinquante enfants qui avaient de sérieuses pensées suicidaires ou avaient tenté de passer à l'acte. La plus jeune avait 8 ans. ■

<sup>1</sup> Extraits d'une interview parue dans la *Wochenzeitung*, le 18 mars 2021 (traduction et adaptation de la rédaction).



## DIRECT DU DROIT Par Christian Dandrès

AVOCAT

# PRÉPARONS LE RÉFÉRENDUM CONTRE AVS 21!

AVS 21 est une attaque contre les droits des assurées.

Cette contre-réforme impose une triple peine pour les femmes, en les forçant à travailler un an de plus pour la même rente. Au Conseil des Etats, la droite a adopté ce projet en mars, malgré les fortes mobilisations de la Grève des femmes et la pétition de l’USS, signée par plus de 300 000 personnes.

La droite veut creuser les inégalités entre femmes et hommes, alors que les femmes reçoivent souvent des rentes inférieures à celle des hommes. Beaucoup d’entre elles réduisent en effet leur temps de travail et/ou arrêtent de travailler pour s’occuper des enfants. La droite a également sabré dans la modeste compensation, limitée dans le temps, que prévoyait le projet du Conseil fédéral.

La contre-réforme de l’AVS, en prévoyant, selon la novlangue néolibérale, une «flexibilisation» du départ à la retraite, supprime en outre la notion d’âge de la retraite. Le Conseil fédéral et la droite prennent acte du fait que les retraites sont aujourd’hui insuffisantes. Au lieu de les revaloriser, ils proposent de «permettre» aux salarié-e-s aux revenus modestes de travailler cinq ans de plus pour les augmenter. Or, l’espérance de vie varie fortement selon le niveau de revenu et la catégorie socio-professionnelle – donc selon la classe sociale.

La capacité financière des travailleurs-euses détermine en effet leur capacité à accéder aux soins – en particulier dentaires – et leurs conditions de vie, par exemple leur logement et leur alimentation. Selon la catégorie de métier, le ou la salarié-e est aussi plus ou moins exposé-e aux risques de maladies résultant du cadre de travail.

On ne dispose en Suisse que de peu de données permettant de documenter cette réalité, contrairement aux autres pays d’Europe occidentale<sup>1</sup>. Le Conseil fédéral et le Parlement refusent que cette réalité soit étudiée d’un point de vue statistique. Lors de la session de mars du Conseil national, la motion intitulée «mortalité, invalidité et risques selon la profession et la classe sociale en Suisse» a été rejetée<sup>2</sup>. En 2000, une étude menée dans le canton de Genève arrivait à la conclusion que les professions libérales ou scientifiques disposent d’une espérance de vie de quatre à cinq ans plus longue qu’un-e salarié-e semi ou non-qualifié-e.

Les données issues de l’assurance accidents permettent cependant d’esquisser le tableau<sup>3</sup>: 819 000 accidents de travail, 3400 nouvelles personnes atteintes d’une maladie professionnelle, 1700 nouveaux-elles invalides, 600 décès. Il s’agit là uniquement des cas officiellement reconnus, étant précisé que la loi contient un mécanisme très restrictif, qui prive bon nombre de personnes des prestations de cette assurance sociale. C’est ainsi qu’à ces chiffres pourraient par exemple s’ajouter les cas de détresse psychologique, de troubles du sommeil, deux fois plus élevés chez les personnes ayant un faible niveau de formation.

Même sans données complètes et généralisées à l’échelle de la Suisse, la portée de la contre-réforme du système de retraite se laisse aisément percevoir. Elle creusera encore les inégalités sociales. Pourtant, quelques francs par mois de cotisations supplémentaires suffiraient à maintenir le niveau des retraites<sup>3</sup> (0,9%, à répartir paritairement).

Au lieu de casser les retraites, le Parlement fédéral devrait s’assurer que les rentes permettent de vivre décemment. Ce n’est pas le cas pour des centaines de milliers de retraité-e-s.

Il faut donc se préparer à lancer le référendum et à se mobiliser pour le faire aboutir. ■

<sup>1</sup> Question parlementaire 20.5672.

<sup>2</sup> LAA, Statistique des accidents 2020; OFS: Rapport social statistique suisse 2019.

<sup>3</sup> Question parlementaire 20.5674.

## L’œuvre d’entraide Caritas demande de réduire les primes d’assurance maladie pour lutter contre la pauvreté.

# Les primes dépriment les revenus

### SERVICES PUBLICS

En Suisse, plus d’un million de personnes vivent dans la précarité, en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté, rappelle Caritas. Ce seuil étant fixé à un niveau bas par la Conférence suisse des institutions d’aide sociale (CSIAS), les personnes concernées ont ainsi moins de 18 francs par jour à disposition pour les dépenses de nourriture, de mobilité, d’éducation et de formation, de vêtements, d’énergie, de communication et d’entretien. «Dans ces conditions, s’offrir un café par mois avec des amis devient un luxe.»

**LE POIDS DES PRIMES.** Dans une récente étude<sup>1</sup>, l’œuvre d’entraide se penche sur un facteur important de cette précarisation: le décalage croissant entre l’évolution des primes d’assurance maladie, celle des salaires et celle des réductions de primes. «Les primes d’assurance maladie représentent un poste budgétaire important, sur lequel les personnes touchées par la pauvreté n’ont aucune influence», souligne Caritas. Comme leur niveau n’est pas fixé en fonction du revenu, ces montants constituent une charge particulièrement lourde pour les ménages pauvres. Selon l’Enquête sur le budget des ménages réalisée par l’OFS, les ménages à bas revenus dépensent 14% de leur revenu brut en primes d’assurance maladie – jusqu’à 19% dans certains cantons –, alors que la moyenne suisse est de 6%.

**L’ÉCART SE CREUSE.** Le problème va en s’accroissant. En vingt ans, les primes d’assurance maladie ont plus que doublé, alors que les salaires réels ont augmenté d’un maigre 14%. En parallèle, les fonds destinés à la réduction des primes d’assurance maladie, mis sur pied lors de l’entrée en vigueur de l’assurance maladie obligatoire, en 1996, ont beaucoup moins augmenté que les primes. Depuis 2010, leur montant est même en recul.

**LA MAUVAISE VOLONTÉ DES CANTONS.** En 2010, Confédération et cantons s’étaient mis d’accord pour se répartir de manière égale le financement des réductions de primes. Mais les cantons ont décidé de se décharger sur la Confédération. Conséquence: en 2019, cette dernière a financé 57% des réductions de primes, contre 43% pour les cantons. Une réalité qui varie beaucoup selon les régions. Alors que le canton de Berne finance seulement

11% des baisses de primes, le canton de Vaud en finance lui-même les deux tiers. Globalement, la tendance est cependant assez nette: de 2010 à 2019, vingt et un cantons ont réduit leur part au financement des réductions de primes. Durant la même période, la charge des primes pour les ménages a augmenté dans la totalité des cantons. Avec comme conséquence, outre la précarisation de nombreux ménages, le fait qu’un nombre croissant de personnes renoncent à consulter leur médecin pour des motifs financiers.

**ÉVOLUTION ENCOURAGEANTE.** Caritas note cependant quelques contre-tendances positives. En 2017, le canton de Lucerne a été remis à l’ordre par le Tribunal fédéral pour avoir tenté de restreindre radicalement le nombre de personnes bénéficiant de réductions de primes – «une décision qui est un signal pour tous les cantons». La même année, le Conseil national a adopté un postulat critiquant le retrait des cantons en matière de financement des réductions de primes. Et au début 2020, le Parti socialiste a lancé une initiative populaire visant à fixer un plafond (10% du revenu) pour les primes d’assurance maladie. Conséquence de ces pressions politiques: entre 2017 et 2019, les contributions cantonales ont recommencé à augmenter – même si sept cantons ont continué à baisser leurs apports durant cette période.

**DES SOLUTIONS POSSIBLES.** Caritas termine son étude par une série de recommandations politiques. L’œuvre d’entraide demande une extension des réductions de primes ainsi que l’établissement d’objectifs contraignants pour la charge financière représentée par les primes d’assurance maladie – celle-ci ne devrait pas dépasser le salaire mensuel d’un ménage. Caritas demande aussi la fin des barrières administratives dressées par la plupart des cantons afin de décourager les ayants-droits aux réductions. Caritas ne cite pas une autre solution, qui réglerait pourtant le problème de manière nettement plus satisfaisante: la fixation du montant des primes en pourcentage du revenu et la création, en parallèle, d’une caisse unique publique – ce qui permettrait de transformer l’assurance maladie en assurance sociale, tout en la sortant des griffes des caisses maladie. ■

<sup>1</sup> Caritas: *réduire les primes pour combattre la pauvreté*. Mars 2021.

## CAPITAL VS TRAVAIL . 11

### D’UN AUTRE ÂGE

Le 25 mars, les députés du Grand Conseil fribourgeois ont rejeté, par 53 voix contre 45 et une abstention, une motion demandant de supprimer l’obligation de rembourser l’aide sociale (*La Liberté*, 26 mars). Fribourg restera ainsi le seul canton romand à émettre cette exigence, au nom du «principe de responsabilité». Il n’y a pas que les remparts de la capitale qui remontent au Moyen-Âge. ■

### D’UN AUTRE ÂGE II

À Fribourg toujours, le canton a bouclé les comptes 2020 avec un bonus de 0,8 million de francs. En pleine pandémie, il s’agit d’un véritable tour de force. Deux jours avant cette annonce, le Grand Conseil refusait de réduire la charge de travail des employé-e-s du Service de l’enfance et de la jeunesse (SEJ) en fixant un nombre maximal de dossiers par salarié-e-s. Pour la droite fribourgeoise, les enfants passent après les bénéfices. ■

### LES YEUX DE CASSIS

Un récent reportage du quotidien *Le Temps* (2 mars) a révélé que d’importantes sociétés suisses (groupe Maus, Nestlé, Rieter, Uster, Alumo) profitent du travail forcé imposé par le régime chinois à des centaines de milliers d’ouïghours. Interrogé sur ces liens douteux, le conseiller fédéral Ignazio Cassis a eu une réponse tout en nuances: «Nous observons ces entreprises, mais ne les critiquons pas.» (*NZZ am Sonntag*, 21 mars). On espère qu’il a une bonne paire de jumelles. ■

### POUR UNE SUISSE SOLIDAIRE

«L’accès inégal et inéquitable aux vaccins contre le Covid-19 est la conséquence du choix politique égoïste des pays riches, comme la Suisse, de protéger le modèle d’affaires de leurs entreprises pharmaceutiques, basé sur les monopoles» souligne Géraldine Viret, porte-parole de l’ONG *Public Eye*, (*Le Temps*, 23 mars). Pour briser cet apartheid sanitaire, Amnesty et Public Eye ont lancé une pétition demandant au Conseil fédéral de s’engager pour un accès universel aux traitements, tests et vaccins contre le Covid-19. À signer ici: <https://www.amnesty.ch/fr/themes/coronavirus/docs/2021/petition-pour-une-suisse-solidaire> ■

## Carton Rouge

À Yves Nidegger, conseiller national UDC, candidat malheureux au Conseil d’Etat genevois. Après avoir stigmatisé la population musulmane lors de la campagne sur l’initiative anti-burqa, l’avocat s’est trouvé un nouveau bouc émissaire: la fonction publique genevoise, un «millefeuille de couches hiérarchiques» dont il appelle à réduire de 30% le nombre de postes (*Tribune de Genève*, 23 mars). Les ennemis des immigré-e-s sont aussi ceux de la classe travailleuse. ■



## Le chiffre

250

C'est, en millions, le nombre de personnes qui ont basculé dans la pauvreté absolue (sur la base d'un revenu inférieur à 3,20 dollars par jour) en 2020. Dans un rapport publié le 18 mars, la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) souligne que les pays «en développement» subissent le plus durement le choc qui a frappé l'économie mondiale dans le sillage de la pandémie.

Le rapport dénonce notamment le poids du service de la dette pour ces pays – plus de 1 000 milliards de dollars l'an passé! – ainsi que le refus des pays «avancés» de soutenir une dérogation sur les aspects des droits de propriété intellectuelle au sein de l'OMC, dans le but d'accroître la disponibilité des vaccins.

La Cnuced souligne «qu'un retour malencontreux à l'austérité après une récession profonde et destructrice constitue le principal risque pour les perspectives globales». Elle appelle «à une réécriture plus globale des règles du jeu économique». ■

## Birmanie. Soutenir le fonds de grève!

Samedi 27 mars, l'armée birmane a tué plus de cent manifestant-e-s pour la démocratie, dont sept enfants. Il s'agit de la répression la plus sanglante depuis le putsch de février. Afin de soutenir et d'étendre les grèves qui continuent dans le pays, les syndicats de la construction et du bois et la Confédération des syndicats birmans ont mis sur pied un fonds de grève. Ils appellent à la solidarité internationale. On peut les soutenir ici: [https://www.bwint.org/es\\_ES/cms/actue-ahora-69/donate-to-the-myanmar-strike-fund-2230](https://www.bwint.org/es_ES/cms/actue-ahora-69/donate-to-the-myanmar-strike-fund-2230) ■

## Pakistan. Campagne contre Metro

Metro SA est une multinationale allemande spécialisée dans le commerce de gros de produits alimentaires. Au Pakistan, les travailleurs-euses de Metro luttent depuis sept ans pour obtenir une convention collective.

Au cours des dernières années, Metro Pakistan a licencié plusieurs dirigeants syndicaux. Récemment, Metro a licencié Tahir Mehmood, le secrétaire général du syndicat local.

UNI Global Union a lancé une campagne en ligne. À signer ici: <https://www.labourstartcampaigns.net> ■

## Turquie. Mobilisations contre Erdogan

Pour le second week-end consécutif, des centaines de manifestant-e-s sont descendu-e-s dans les rues en Turquie. Ils et elles ont dénoncé la décision du président Recep Tayyip Erdogan de se retirer de la Convention d'Istanbul, le premier traité contraignant au monde visant à lutter contre les violences faites aux femmes, et lui demandent de faire marche arrière. ■



ITALIE . Lundi 22 mars, les employés du géant du commerce en ligne ont mené leur première grève à l'échelle nationale. Objectif de cette mobilisation: protester contre la surcharge, la précarité et des exigences de productivité toujours plus élevées.

## Une grève historique face à Amazon

FRANCESCO MASSIMO . JACOBINMAG.COM<sup>1</sup>  
KEYSTONE . PHOTO

Il s'agissait de la première grève nationale de l'histoire au sein du géant de l'e-commerce.

L'appel à la grève datait du 10 mars. Il faisait suite à une rupture des négociations entre *Amazon Italia Logistica*, une filiale de la multinationale, et les principales confédérations syndicales du pays – la Confédération générale italienne du travail (CGIL), la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL) et l'Union italienne du travail (UIL). Les négociations ont échoué après que l'entreprise avait refusé de reconnaître sa responsabilité sociale envers ses chauffeurs sous-traitants.

**LES PRÉMISSSES.** Les premières tentatives d'organisation ont eu lieu au centre de distribution de Piacenza (nord du pays), ouvert en 2011. Il a fallu cinq ans pour syndiquer le premier groupe de travailleurs. En 2017, le centre a été le théâtre de la première grève chez Amazon Italie. Celle-ci a débouché sur la reconnaissance du syndicat par la direction ainsi que la signature d'un accord collectif, au niveau de l'entreprise, sur le temps de travail et les équipes de nuit. Depuis, les syndicats ont essayé d'étendre cette convention à d'autres aspects de la relation salariale – notamment les bonus, la santé, la sécurité au travail ainsi que le droit à être informé. Amazon a refusé de discuter sérieusement ces questions. Pour les directions italienne et étatsunienne de la multinationale, l'accord qui avait suivi la première grève devait rester une exception. De plus, les syndicats semblaient peu enclins à, voire incapables de mobiliser.

**DÉVELOPPEMENT FULGURANT.** Au cours de la période qui a suivi cette première grève, les opérations d'Amazon ont massivement augmenté en Italie. En 2017, la multinationale a ouvert deux nouveaux centres de distribution à Vercelli (entre Turin et Milan) et Rieti (près de Rome).

En 2019, elle en a créé un autre dans la périphérie de Turin. Puis, en 2020, deux nouveaux à Rovigo (nord-est du pays), Pomezia et Colferro (non loin de Rome). Amazon a aussi créé vingt-cinq centres intermédiaires, où les chauffeurs-livreurs chargent des commandes dans leurs vans. Jusqu'en 2015, la distribution des colis avait été sous-traitée à de grandes compagnies de logistique comme UPS, SDA ou le service postal italien. Mais dès 2016, la compagnie a commencé à construire son propre réseau, avec de petits centres de livraison situés à la périphérie de Milan, puis de Rome. Leur mission: recevoir les paquets préparés et envoyés depuis les grands centres de distribution.

Cette fois, le processus de syndicalisation a été plus rapide – grâce à la grève de 2011. Les chauffeurs se sont aussi organisés, d'abord dans la région la plus riche du pays, la Lombardie – où la plupart d'entre eux sont actifs – puis à Rome, Gênes et dans la Toscane.

**LA SOUFFRANCE DES CHAUFFEURS.** Alors que les quelques dizaines de salariés travaillant dans chacun de ces centres sont employés par Amazon, les marchandises y sont récupérées et acheminées jusqu'aux consommateurs par des chauffeurs opérant pour des sous-traitants.

Être chauffeur est encore plus difficile que travailler dans un centre de distribution. Si tous les employés doivent supporter des rythmes de travail exigeants, un contrôle constant et un manque d'autonomie total, les conditions des livreurs sont spécialement précaires: bien qu'Amazon planifie et contrôle leur travail, elle ne les considère pas comme ses employés et n'assume aucune responsabilité envers eux.

Ces chauffeurs subissent l'exploitation la plus intense et la plus grande «flexibilité». Des compagnies sous-traitantes les engagent par milliers durant les pics saisonniers. Ces entreprises sont mises en

compétition entre elles par Amazon, qui leur demande de livrer toujours plus, toujours plus vite – une pression répercutée sur les épaules des livreurs. La productivité a été augmentée au cours de chaque pic saisonnier, forçant les travailleurs à en faire toujours plus pour satisfaire les demandes de la direction et le contrôle digital. Après les pics, les nouveaux standards de productivité sont maintenus, mais la moitié de la force de travail est licenciée – le reste devant continuer à trimer à un rythme plus dur. Durant les deux premières semaines de 2019, les chauffeurs d'Amazon ont délivré deux fois plus de paquets que la moyenne dans cette industrie.

**GRÈVES SPONTANÉES.** Cette pression intense explique pourquoi les premières grèves de chauffeurs ont été spontanées. Au cours de ces actions, les travailleurs ont demandé la fin du harcèlement que leur fait subir le management. Ils ont aussi revendiqué que soit mis un terme aux augmentations incessantes de productivité ainsi qu'au système de franchise, qui oblige les travailleurs à payer des pénalités à leurs employeurs s'ils reçoivent des contraventions sur la route ou en cas de dommages à leurs véhicules.

La première grève des livreurs a eu lieu à Milan en 2017. Elle a été suivie par d'autres en 2018. En octobre, un accord collectif a été signé entre les confédérations syndicales et l'association représentant les entreprises sous-traitantes de livraison – mais pas par Amazon. Cet accord n'a pas satisfait les chauffeurs, qui ont organisé un nouveau débrayage en janvier 2019 dans la Lombardie, avec le soutien des syndicats.

**UN ESSAI À PROLONGER.** Amazon est l'un des employeurs les plus importants au monde. La pandémie et la réorganisation de l'économie capitaliste qui l'a suivie ont encore accru son pouvoir. Face à ce géant, la grève du 22 mars revêt donc une importance historique. Mais elle ne pourra déboucher sur une renaissance des syndicats que si les travailleurs arrivent à poursuivre leur lutte et l'étendre à d'autres catégories de travailleurs – les temporaires, les opérateurs de *call centers* et les salariés d'autres firmes. Un signal positif dans ce sens a été l'action des chauffeurs d'UPS à Milan. Ceux-ci ont refusé de livrer des marchandises d'Amazon le jour de la grève.

Une telle solidarité est fondamentale pour surmonter la division entre différents groupes de travailleurs – et construire une résistance internationale face aux multinationales. ■

<sup>1</sup> Extraits d'un article paru le 23 mars sur le site jacobinmag.com. Coupes, adaptation et traduction de la rédaction.